

RAPPORT DE DIAGNOSTIC DE CONFLITS

 **RÉGION  
ATSIMO  
ANDREFANA**

**DISTRICT DE TULÉAR I** – Commune Tuléar Ville  
**DISTRICT DE TULÉAR II** – Commune Milenaka et  
Commune St Augustin

**Projet d'appui a la reconciliation nationale et la  
consolidation de la paix (PAPRECOP)**

JUILLET 2015

**SEARCH FOR COMMON GROUND MADAGASCAR**

**Avec le soutien du PNUD et en étroite collaboration avec les  
organisations de la société civile de la région Atsimo Andrefana**

Rédigé par : Koloina Tafita RANDRIAMIARY

CONTACT:

**Koloina RANDRIAMIARY**

Chargé de suivi-évaluation

Email: [krandriamiary@sfcg.org](mailto:krandriamiary@sfcg.org)

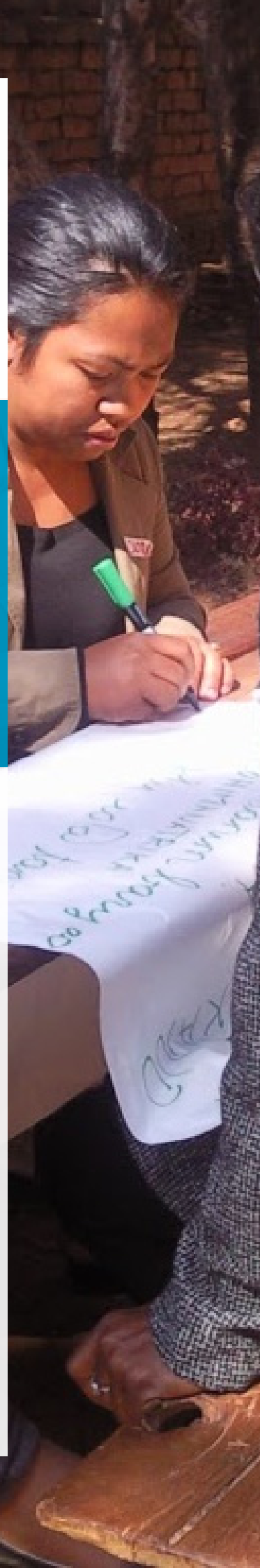
Tél: +261 20 22 493 40

**Hilde DEMAN**

Directeur Pays

Email: [hdeman@sfcg.org](mailto:hdeman@sfcg.org)

Tél: +261 20 22 493 40



## TABLE DES MATIÈRES

<b>1.</b>	<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b>	<b>4</b>
<b>2.</b>	<b>CONTEXTE</b>	<b>5</b>
	2.1 Introduction	5
	2.2 Objectif d'un diagnostic de conflit	5
	2.3 Méthodologie	5
<b>3.</b>	<b>EVOLUTIONS RÉCENTES DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE</b>	<b>6</b>
	3.1 Contexte Local	6
	3.2 Les conflits les plus récurrents	8
	3.3 Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence	15
<b>4.</b>	<b>MÉCANISMES POUR LA PAIX</b>	<b>17</b>
	4.1 Capacité en résolution de conflits	17
	4.2 Perception des différents acteurs sur la résolution des conflits	18
	4.3 Espaces de dialogue	21
	4.4 Piste d'interventions pour la sécurité communautaire et pour la consolidation de la paix	21
<b>5.</b>	<b>MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE</b>	<b>22</b>
	5.1 Mécanismes existants	22
	5.2 Connaissance des mécanismes d'alerte précoce par la population	24
	5.3 Perceptions de l'utilité et de l'accessibilité des mécanismes d'alerte précoce	24
<b>6.</b>	<b>RECOMMANDATIONS</b>	<b>24</b>
	6.1 Pour la communauté	24
	6.2 Pour SFCG et le projet PAPRECOP	25
	6.3 Pour les PTF et pour les autres intervenants (ONG, OSC, etc.)	25
	6.4 Pour l'Etat malagasy	26
<b>7.</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>27</b>

## LISTE DES GRAPHES

**GRAPHE 1:** Perception de la population à Atsimo Andrefana sur le niveau de sécurité au niveau nationale et au niveau communautaire

**GRAPHE 2:** Perception des gens sur les conflits qui se manifestent les plus souvent au sein de leur communauté

**GRAPHE 3:** Principales recommandations de la communauté pour instaurer la cohésion sociale et la sécurité communautaire

## LISTE DES TABLEAUX

**TABLEAU 1:** Tableau des zones d'études

**TABLEAU 2:** Les conflits les plus récurrents : causes et impacts

**TABLEAU 3:** Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence

## ACRONYME

**APHIDT:** Association des Personnes Handicapées Intellectuelles et Dynamique de Toliara

**CIN:** Carte d'identité nationale

**CLAP:** Comité Locale d'Alerte Précoce

**CREAM:** Centre De Recherches, D'études Et D'appui A L'analyse Economique À Madagascar

**FGD:** Focus Group Discussion

**JAMA:** Jeune Anti Malaso

**OSC:** Organisation de la société civile

**PAPRECOP:** Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix

**PCIA:** Peace and Conflict Impact Assessment

**PNUD:** Programme des Nations unies pour le Développement

**PTF:** Partenaire Technique et Financier

**QI:** Questionnaire Individuelle

**SFCG:** Search for Common Ground

**TMS:** Tanora Mandroso Soa

**UNICEF:** United Nations Children's Fund

# 1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

SFCG met en œuvre le « **Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix** » dont l'objectif est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflit, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées et un renforcement du système d'alerte précoce local. Ce rapport relate les résultats du diagnostic de conflits de la région d'Atsimo Andrefana plus spécifiquement dans les communes de : Tuléar I (District de Tuléar I) – Milenaka et St Augustin (District de Tuléar II). La collecte de données a été menée au mois de juin 2015. Le présent rapport dégage les tendances générales au sein de la région en matière de paix et de sécurité.

**Les conflits les plus récurrents** sont :

- Pour Tuléar I, les **conflits fonciers** sont les plus élevés (cités par plus de 20% des répondants) suivis des **crimes** (y compris les vols) ; viennent ensuite les **conflits domestiques** (coups et blessures volontaires – litiges entre voisins (vidange WC, bac à ordures etc.)) – et les **abus de pouvoir** (abus de confiance, corruption, favoritisme) cités par un peu plus de 10% des répondants.
- Pour Tuléar II, les conflits les plus récurrents sont les **conflits domestiques** 24% (liés à l'adultère et la jalousie etc.) et les vols (25%) **de zébus et de récoltes** en particulier (existence et persistance de braquage de route). Les **conflits fonciers** (18%) et les **conflits liés à l'accès aux ressources** (16%) sont aussi très présents.

Les **mécanismes de résolution de conflits** passent par le circuit traditionnel d'abord à travers les aînés et les chefs fokontany à travers le Kabary (conseil de sage) ou Fitsaram-pilongoa (tribunal de famille) et même les membres de la commune parfois. Dans la majorité des cas, les gens ne font pas appel aux forces de l'ordre et/ou Tribunal qu'en cas de non résolution en conseil de sage<sup>1</sup>.

Les mécanismes d'alerte précoce sont encore très basiques malgré un début d'organisation. Le système CLAP<sup>2</sup> n'est pas encore bien fonctionnel en général et nécessite des renforcements et des appuis. Les mécanismes d'alerte en place sont le sifflet, cri ou hazolava, cloche au milieu du village ou voix haute (le fameux koi-dava), et appel téléphonique du chef fokontany.

Pour la **sécurité communautaire**, il existe trois types de défenses : les jados (veille communautaire), les jamas (système d'auto-défense organisé) et les forces de l'ordre (gendarme et police)

Pour améliorer le domaine de la gestion de conflit et pour renforcer la paix, les **recommandations** sont de :

- Renforcer le dialogue et la communication à tous les niveaux ;
- Renforcer la transparence et réduire les risques de corruption ;
- Renforcer les capacités des différents acteurs particulièrement les aînés et les autorités locales dans la gestion de conflit et la bonne gouvernance.

Pour la **sécurité communautaire**, le système d'autodéfense actuel reste fragile et il doit être accompagné par un cadre légal pour servir à la fois de balise mais également pour maintenir la responsabilité de sécurité publique des autorités locales et des forces de l'ordre.

1 Kabary

2 Comité local d'alerte précoce

## 2. CONTEXTE

### 2.1 Introduction

Le « **Projet d'Appui au Processus de Réconciliation nationale et à la Consolidation de la Paix** » (PAPRECOP) est mis en œuvre par SFCG avec le soutien du PNUD, sous tutelle du Ministère de la Communication et des Relations avec les Institutions (MCRI), en étroite collaboration avec les organisations de la société civile et les médias malgaches pour une durée de 27 mois. Le projet PAPRECOP propose de répondre aux besoins en consolidation de la paix identifiés durant la Transition et après les élections de 2013, pour prévenir la résurgence d'une crise politique, économique et sociale.

Le projet est démarré par la réalisation de diagnostic de conflit au niveau des Communes d'intervention et le présent rapport concerne la Région d'Atsimo Andrefana plus spécifiquement : la commune urbaine de Tuléar (District Tuléar I), la Commune de Milenaka et la Commune de Saint Augustin (District Tuléar II – 2 des 19 Communes du district). Saint Augustin se trouve à 37km de la ville de Tuléar et Milenaka se trouve à 64km.



La Région Atsimo Andrefana se situe dans la partie Sud-Ouest de Madagascar et s'étend sur une superficie d'environ 66.502km<sup>2</sup>. Elle est composée de 9 districts (Ankazoabo, Ampanihy, Benenitra, Beroroha, Betsioky, Morombe, Sakaraha, Toliara I et Toliara II) formés par 105 Communes et environ 1 506 fokontany. Elle compte 1,1 million d'habitants dont 82% de la population active se trouvent en milieu rural. Les deux districts (Tuléar I et Tuléar II) ont été choisis comme zone d'intervention car ce sont les zones d'intervention du PNUD et l'organisation promeut une approche de développement intégré. De plus, les deux résument bien la situation dans la Région.

### 2.2 Objectif d'un diagnostic de conflit

L'objectif du PAPRECOP est de contribuer à la prévention des conflits et la sécurité communautaire à travers l'identification participative des sources de conflit, la facilitation du dialogue, des sensibilisations ciblées et un renforcement du système d'alerte précoce local. Pour ce faire, SFCG introduit pour la première fois à Madagascar l'outil de diagnostic de conflit. Ceci est une approche et un outil spécifique de l'analyse des conflits. Cette activité sera réalisée régulièrement pendant la mise en œuvre du projet pour (i) comprendre l'évolution et la dynamique des conflits et des opportunités de paix ; (ii) planifier ou adapter les activités du projet sur la base des spécificités du contexte et la dynamique changeante ; (iii) recueillir des informations sur les pistes de solution en faveur d'une paix durable dans la Commune ; (iv) veiller à ce que SFCG et / ou d'autres acteurs ne font aucun mal en exacerbant des conflits et tensions latents (l'approche « Ne pas nuire ») ; (v) et promouvoir le dialogue, la réflexion et la réduction des tensions au sein des communautés.

### 2.3 Méthodologie

Le diagnostic de conflits à Atsimo Andrefana a été réalisé à travers 9 Focus Group de Discussion (FGD), 23 Entretiens Individuels (EI) et 90 Questionnaires Individuels (QI). Les participants à ces différentes sessions ont été identifiés avec l'aide des Chefs des Fokontany mais également de nos équipes locales SFCG et des personnes ressources issues de la plateforme régionale de la société civile de la Région Atsimo-Andrefana (mention particulier pour les associations VOIZO, FANOITRA, TMS<sup>3</sup>, APHIDT<sup>4</sup>). Des outils ont été élaborés et utilisés comme guide de ces différentes sessions.

Les Fokontany choisis parmi les Communes d'intervention sont les Fokontany qui présentent des foyers de conflits et d'insécurité, selon les recommandations des autorités locales.

3 Tanora Mandroso Soa

4 Association des Personnes Handicapées Intellectuelles et Dynamique de Toliara

**TABLEAU 1:** Tableau des zones d'études

DISTRICT	COMMUNE	FOKONTANY
TULÉAR I	Tuléar ville	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mahavatsy II Est</li> <li>• Ampasikibo</li> <li>• Betania</li> </ul>
TULÉAR II	Milenaka	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Milenaka</li> <li>• Ankaraoabato</li> <li>• Antranolahatra</li> </ul>
	St Augustin	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Anatsono</li> <li>• Tanandava</li> <li>• Manoroka</li> </ul>

Les résultats obtenus dégagent la tendance générale de la situation à Tuléar I et à Tuléar II en matière de sécurité communautaire, paix et cohésion sociale.

Il est à noter que la collecte de données a été effectuée avant la fête nationale et avant les élections communales. Les données quantitatives restent des tendances générales.

La méthodologie de ce diagnostic de conflits présente quelques limites :

- L'étude a été effectuée sur quelques Fokontany, sur quelques Communes, au niveau de 2 districts.
- La récolte des données a été effectuée dans un contexte pré électorales<sup>5</sup>;
- La méthodologie est principalement qualitative

### 3. EVOLUTIONS RÉCENTES DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE

#### 3.1 Contexte Local

La Région Atsimo Andrefana a connu une longue période de vol de bœufs de 7 ans de 2007 à 2014, surtout Tuléar II. Depuis l'adoption du système Jama<sup>6</sup>, la situation s'est calmée selon la population locale. Si auparavant, un foyer possédait en moyenne 50 bœufs, elle ne possède aujourd'hui que 5 bœufs par foyer<sup>7</sup>.

« La Région d'Atsimo Andrefana connaît une insécurité relative pour l'instant car c'est calme en apparence » selon un membre des forces de l'ordre. Le contexte reste cependant fragile pour plusieurs raisons :

- La perte de la crédibilité et la diminution de la notoriété des OLOBE TO-TENY<sup>8</sup> qui n'arrivent plus à orienter la communauté surtout les jeunes et à résoudre certains conflits, ne pouvant éviter que ceux-ci dégénèrent
- La Région figure parmi les Régions les moins avancées de Madagascar. Pauvreté<sup>9</sup>: le chômage ou le sous-emploi en particulier des jeunes restent élevé entraînant des vols, la consommation de drogue, la prostitution, l'oisiveté etc.
- L'insuffisance de moyens matériels et de ressources humaines des forces de l'ordre par rapport à la superficie couverte
- Le système d'auto-défense Jama actuel reste fragile car ce sont les personnes riches qui peuvent payer des Jamas. Dans certaines communes où le système Jama est devenu communautaire, la population pense que c'est trop cher et qu'elle ne pourra pas continuer à fonctionner sur le long terme.

5 Une élection communale s'est tenue le 31 juillet 2015

6 Jeune Anti-Malaso – système de sécurité privé

7 Les observations montrent que ce chiffre peut être inférieur aujourd'hui

8 Aînés

9 82,1 indice de la pauvreté à Toliara (ex province)

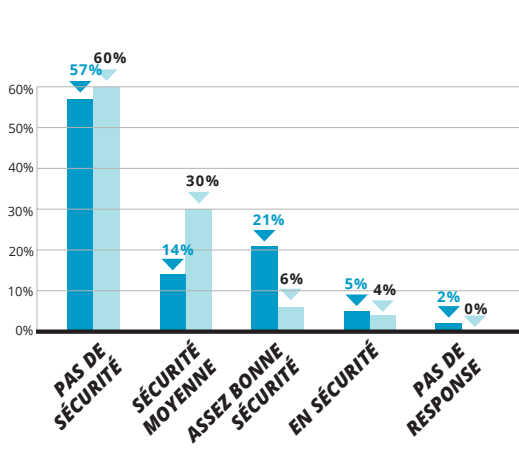
- Le système de gestion de conflit est fortement basé sur les aînés mais ces derniers sont en train de perdre de la crédibilité et de la notoriété et n'arrivent plus à orienter la communauté surtout les jeunes
- La confiance faible dans le système légal : coexistence de deux systèmes (administratif et traditionnel), faiblesse de recours au tribunal et à la police mais règlement de compte direct (vengeance, coups et blessures volontaires). Ce dernier est également lié à un niveau d'éducation de la population relativement bas<sup>10</sup>. La non compréhension de la loi et du système légal qui sont considérés « vazaha » ou étranger pour la plupart.
- Des tensions sont ressenties au niveau des autorités dirigeantes des deux districts et avec la population : force de l'ordre et autorité locale - tribunal et police – police et gendarme ; entre population et force de l'ordre ; entre population et certaines personnalités élus ; et entre population de différents ethnies
- Les problèmes fonciers restent également importants et restent des sources de conflits.

En général, des cas de trafics, corruption et des foyers d'insécurité sont connus, mais selon la population les forces de l'ordre et les autorités n'agissent pas pour l'instant car ils ont reçu l'ordre de maintenir la stabilité d'ici les élections mais également par insuffisance de moyens.

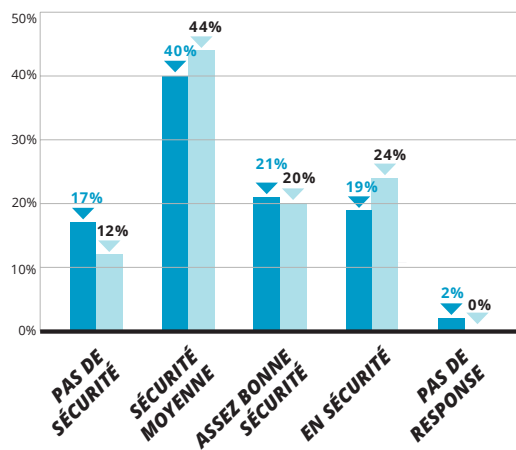
Nous avons posé des questions dans le QI sur la perception des gens en matière de sécurité au niveau national et au niveau de leur communauté. Sur le niveau national, la majorité pense qu'il n'y a pas de sécurité à Madagascar. Sur le niveau communautaire, la majorité rapporte que la sécurité est moyenne et que bien que la différence ne soit pas énorme, les femmes se sentent moins en sécurité en général que les hommes.

**GRAPHE 1:** Perception de la population à Atsimo Andrefana sur le niveau de sécurité au niveau nationale et au niveau communautaire

### ■ PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU NATIONAL



### ■ PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE



■ Atsimo Andrefana - Femme ■ Atsimo Andrefana - Homme

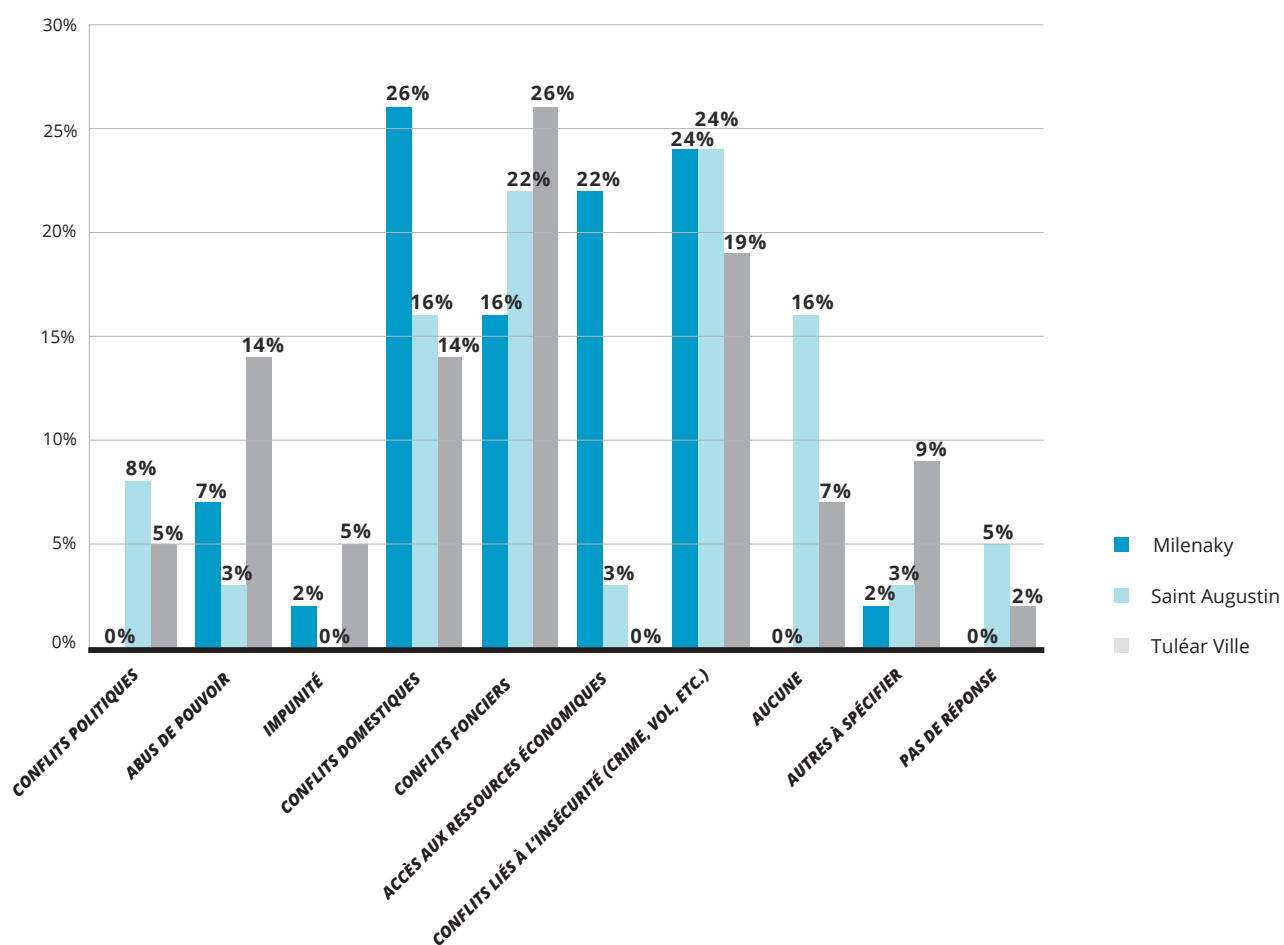
10 Moins d'un tiers de la population active de la Région Atsimo Andrefana a au moins suivi le cycle d'étude primaire avec un taux de 32,5%

### 3.2 Les conflits les plus récurrents

D'après les résultats des enquêtes menées dans les 2 localités, les types de conflits suivants ont été constatés dans chaque localité :

- Pour Tuléar I, les **conflits fonciers** sont les plus élevés (cités par plus de 20% des répondants) suivis des **conflits liés aux problèmes d'insécurité** (crimes y compris les vols) ; viennent ensuite les **conflits domestiques** (coups et blessures volontaires, litiges entre voisins (vidange WC, bac à ordure etc.)), et les **abus de pouvoir** (Abus de confiance, corruption, favoritisme) cités par un peu plus de 10% des répondants.
- Pour Tuléar II, les conflits les plus récurrents sont les **conflits domestiques** 24% (liés à l'adultère, la jalousie etc.) et les **conflits liés aux problèmes d'insécurité** (vols (25%) de zébus et de récoltes en particulier, existence et persistance de braquage de route). Les **conflits fonciers** (18%) et les **conflits liés à l'accès aux ressources** (16%) sont aussi très présents.

**GRAPHE 2:** Perception des gens sur les conflits qui se manifestent les plus souvent au sein de leur communauté





**TABLEAU 2:** Les conflits les plus récurrents : causes et impacts

Le tableau ci-dessous détaille les conflits qui ont été relatés par la communauté ainsi que leurs causes et impacts sur la cohésion sociale et la sécurité.

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET SUR LA COHÉSION SOCIALE
<b>TULÉAR I (TULÉAR VILLE)</b>		
<p><b>Conflits fonciers</b></p> <p>Litige entre un locataire et un propriétaire - Litige entre un propriétaire et des occupants illicites (revendication de légitimité face à la légalité) - Litige entre les habitants, les forces de l'ordre et les autorités locales (ex : occupation de la voie publique – gêne du voisinage)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Défaut de paiement de loyer à cause de la précarité du travail des ménages</li> <li>• Comme il n'y a pas de plan d'aménagement clair, les propriétaires fonciers ne donnent pas de droit de passage – Les gens veulent être propriétaires de terrains sans passer par le bornage.</li> <li>• Corruption - Délit d'initié de certaines autorités locales. Ex : avant que la décision ne soit rendue, les personnes promettent déjà des terrains à des gens en contrepartie d'une somme d'argent</li> <li>• Opposition du droit traditionnel au droit formel en termes de propriété foncière et la mauvaise connaissance des droits fonciers et du système existant parmi une grande partie de la population</li> </ul> <p><b>Exemples :</b> Mahavatsy II – Villa Papouako – terrain non utilisé par son propriétaire pendant plus de 30 ans et aujourd'hui occupé par la population</p> <p>Cas des terrains de la société STAR non clôturés, et qui sont sources de problèmes car les migrants qui ne connaissent pas les limites et utilisent les terrains</p> <p>Cas des octrois d'autorisation d'utilisation temporaire des lieux publics par la commune (voie public, etc) perçus comme définitive</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ceci entraîne des troubles dans la communauté : rupture du Fihavanana (relation amicale malgache) –méfiance - risque de violence- descente dans les rues et saisie du tribunal</li> <li>• Conflit entre les forces de l'ordre, les autorités locales et le tribunal. Ex: Existence d'avis d'expulsion donnés par le tribunal mais non exécutés à ce jour car les forces de l'ordre craignent les troubles induits par cette décision. Statut quo. (Environ 3,000 ménages contre un propriétaire)</li> <li>• Incitation à la révolte. Ex : A Tuléar, il existe des infrastructures vraiment gênantes mais que les autorités ne sanctionnent pas alors la population n'accepte pas non plus les organisations proposées. Elle demande d'abord des mesures de sanction contre les propriétaires des structures (batiment) gênantes</li> <li>• Non confiance aux autorités. Ex : existence de personnes qui arrivent à avoir des autorisations et pas d'autres alors que les cas sont identiques (corruption)</li> </ul>

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET SUR LA COHÉSION SOCIALE
<p><b>Conflits liés à l'abus de pouvoir :</b> Tensions entre dirigeants et dirigés --- Abus de pouvoir surtout envers les personnes vulnérables (pauvres/ ayant des connaissances insuffisantes ou illettrés) – Corruption et abus de confiance – existence de figure d'autorité comme les forces de l'ordre qui font des activités illégales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promesses électorales ou par les autorités qui ne sont pas respectées.</li> <li>• L'argent et le pouvoir lui-même : existence d'alliance ethnique qui influe les affaires socio-politiques (tokobe telo<sup>11</sup>)</li> <li>• Insuffisance de connaissances des administrés sur les textes légaux et insuffisance de transparence des dirigeants dans les prises de décisions</li> <li>• Insuffisance d'information disponible au niveau des fokontany et existence de personnes qui profitent de l'insuffisance d'information et de connaissance au niveau de la population</li> <li>• Insuffisance de moyens des forces de l'ordre. Ex : ils doivent faire une arrestation très loin (ils font de l'autostop) – ils sont ensuite hébergés chez le chef fokontany, alors que la personne à arrêter est le gendre de ce dernier. C'est la relation gênante.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de confiance et de volonté de travailler ensemble entre les autorités locales, les forces de l'ordre et les habitants</li> <li>• Absence de respect de personnes et entre les personnes</li> <li>• Existence de conflits avec les volontaires communautaires et les habitants : les promesses ne sont pas tenues. Ex : Existence de cas d'annonce d'aide humanitaire qui ne parviennent jamais aux destinataires</li> <li>• Faible participation citoyenne dans la mobilisation organisée par le fokontany (réunion) car les promesses ne sont presque jamais tenues</li> <li>• Augmentation des cas de favoritisme, corruption et sentiment d'impunité généralisée</li> <li>• Dégradation de cohésion sociale et de confiance mutuelle</li> <li>• Méfiance des communautés envers les dirigeants et forces de l'ordre, peu de motivation pour participation citoyenne</li> </ul>
<p><b>Conflits domestiques et de voisinage :</b> Les litiges entre voisins et les litiges conjugaux sont élevés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de sens civique et insuffisance d'infrastructure. Ex : les déversements d'ordures ménagères se font parfois dans la cour des voisins – l'insuffisance de débit de la borne fontaine (ne marche bien qu'à partir de minuit), ce qui provoque des tapages nocturnes et des conflits</li> <li>• Insuffisance de réglementation stricte de la part des autorités locales. Ex : la vidange des WC est toujours source de conflit car sans respect des autres. Droit de passage, occupation de trottoir etc.</li> <li>• Chômage ou sous-emploi (insuffisance de qualification de la majorité de la population) qui entraîne une insuffisance de ressources financières des ménages. Ex : Ce sont surtout les conflits conjugaux qui sont liés à ce dernier</li> <li>• Des facteurs qui peuvent aggraver les conflits domestiques selon les répondeurs : ivrognerie (alcool), consommation de drogue, adultère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de cohésion sociale « <i>le fihavanana malagasy est détruit</i> » (habitant du quartier Tuléar) ; Cela conduit parfois à des actes de violence (coups et blessures volontaires)</li> <li>• Propagation des maladies et épidémies car le quartier devient insalubre</li> <li>• Méfiance entre époux et abandon scolaire pour les enfants</li> <li>• Insécurité ; vol et prostitution pour les jeunes</li> <li>• Conflits domestiques peuvent entraîner la violence physique : coups et des blessures volontaires</li> </ul>

11 C'est un groupe ethnique Vezo composé de trois sous-groupes ethniques influents ; <http://www.tiatanindrazana.com/pages/modules.php?id=1230&cidcat=2>

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET SUR LA COHÉSION SOCIALE
<p><b>Conflits liés aux problèmes d'insécurité (crime, délit et vol) :</b> Vol avec effraction ou attaque à mains armées - Vol mineur - Vol et vandalisme - délit</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une grande partie du quartier non électrifiée ou absence d'ampoule sur les poteaux d'électricité</li> <li>• Le comportement des riches (trop voyant) amène la jalousie et incite les malfaiteurs à attaquer</li> <li>• Les vols sont également liés à la consommation de stupéfiant dans la plupart des cas</li> <li>• Tendance de la population à se battre avec les poings plutôt que de dialoguer</li> <li>• Chômage et sous-emploi élevé, pauvreté</li> <li>• L'insuffisance de connaissance de la population en général sur les lois et la pauvreté des parents les pousse à encourager leurs enfants à faire le délit de la prostitution</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insécurité rampante : existence de zones à éviter selon les habitants car ce sont les lieux d'organisation des braquages et foyer de vol de toutes sortes</li> <li>• Méfiance entre les habitants et perte de confiance envers les dirigeants. Non confiance de la population envers l'État</li> <li>• Manipulation facile de la population par les dirigeants (surtout les politiciens)</li> <li>• Constitution de groupe de bandits de grand chemin, création de réseau maffieux</li> <li>• Conflit entre la population et les forces de l'ordre. Ex : Bande organisée : certains parlent d'anciens policiers démobilisés pour indiscipline et qui reviennent perturber la communauté. Les forces de l'ordre reconnaissent l'existence d'armes en circulation illégale. Sans l'affirmer, ils reconnaissent l'éventualité de corruption ou d'indiscipline parmi les leurs.</li> <li>• Les parents encouragent parfois à la prostitution des jeunes filles selon les forces de l'ordre. Il existe un projet avec le ministère de la population et le PNUD qui vise à stopper la prostitution des jeunes filles mais les parents se mettent en colère contre les forces de l'ordre quand leurs enfants se font verbaliser.</li> </ul>
<b>TULÉAR II (MILENAKA, SAINT AUGUSTIN)</b>		

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET SUR LA COHÉSION SOCIALE
<p><b>Conflits liés aux problèmes d'insécurité (vol de récolte et de zébus et acte de banditisme)</b> : Phénomène malaso<sup>12</sup> ou voleur de zébus à l'origine mais qui ont étendu leur action depuis 2009 : kidnapping – bandit de grand chemin</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pauvreté et chômage de jeunes. Certains jeunes ont reçu des formations militaires et ont été démobilisés et devant le chômage, ils sont poussés au vol.</li> <li>• Vengeance et rancune entre habitants après un conflit résolu en surface à travers les « Kabary<sup>13</sup>»</li> <li>• Incapacité des forces de l'ordre d'assurer la sécurité des biens et des personnes: couverture géographique large et moyens limités (humains et matériels). Ex : ceci donne aux voleurs de la latitude pour accomplir leurs actions</li> <li>• Absence de réponse de l'Etat devant les actes : cela pousse les bandits à aller toujours plus loin. Ex : kidnapping</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insécurité. Ex : Zone rouge<sup>14</sup> sur la RN7 le soir comme Mahaboboka - Commune de Maromiandra connu pour être la zone de repli des Malaso</li> <li>• Pauvreté : les gens ne sont pas libres de faire les activités génératrices de revenus à cause de l'insécurité</li> <li>• Méfiance entre habitants</li> </ul> <p><b>Evolution récente</b></p> <p>Bien que la situation se soit calmée depuis l'existence des Jama en 2014, les forces de l'ordre pensent que la situation reste fragile si le cas de la Commune de Maromiandra n'est pas résolu ; un assaut y a été mené la semaine du 11 juin 2015 par les gendarmes. Les gendarmes ont pu y pénétrer après de longue tractation et la collaboration avec des Jama<sup>15</sup>. Les autorités de cette Commune ont dénoncé l'assaut et elles ont obtenu de l'aide de l'Etat central. Les gens ne savent plus quoi penser raconte le commandant de compagnie. Un mort a été constaté du côté des Malaso. Les Malaso crient vengeance et sont venus en ville voler 20 bœufs.</p> <p>Quatre Jama sont morts sur un an. Les Jamà se sont regroupés et sont maintenant au nombre de 60 prêts à attaquer pour se venger mais la gendarmerie a pu les calmer pour l'instant (situation à suivre de près).</p> <p>Les délits ont pris de l'ampleur ces derniers temps car les Malaso font maintenant des kidnappings. Il y a eu deux cas de kidnapping et de demande de rançon. Pour le corps d'un Jamà, ses parents ont dû payer 2,5 millions de francs et faire une lettre avant qu'ils ne rendent le corps de leur fils. Pour la fille du chef fokontany de Tanambao, c'était 5 millions de francs.</p>

12 Bandit de grand chemin

13 Résolution communautaire de conflit

14 Zone d'insécurité

15 Jeune anti malaso

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET SUR LA COHÉSION SOCIALE
<p><b>Conflits liés à l'abus de pouvoirs :</b> Abus de pouvoirs des autorités et de certaines classes modestes et riches – entre communauté et dirigeants</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de connaissance de la population la plus pauvre qui est souvent exploitée.</li> <li>• Les informations sont insuffisantes au niveau des utilisateurs des services pour expliquer ce qui est payant et ce qui ne l'est pas. « <i>Tout est payant au niveau du CSB<sup>16</sup> : consultation et achat des médicaments aux épiciers du coin</i> » (habitant de Milenaka).</li> <li>• « <i>Les autorités locales n'écoutent plus les besoins et les intérêts de la population mais agissent pour leur compte</i> » (habitant de Milenaka). Ex : Cas d'une décision prise sur le moyen de transport (taxi brousse) durant une réunion communautaire et dont les décisions n'ont pas été retenues finalement par les autorités locales</li> <li>• Corruption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Scission sociale</li> <li>• Marginalisation des personnes vulnérables : les riches sont favorisées dans tout y compris dans la résolution des conflits</li> <li>• Non-respect des droits humains</li> <li>• Epidémies/maladies puisque les gens n'ont pas toujours de quoi payer les soins</li> <li>• Recrudescence de la corruption: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Peur : Les notables n'osent pas dénoncer les cas de corruption par peur de représailles</li> <li>○ Scissions sociales : les notables ont perdu leur place au sein de la communauté surtout pour la commune de St Augustin</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Conflit foncier :</b> Litige né des problèmes de délimitation des parcelles – litiges causés par les droits d'héritage – conflit intercommunautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La plupart des terrains ne sont pas titrés. Certains le sont sur les anciens colons ou les ancêtres et n'ont pas été mutés sur les actuels propriétaires / utilisateurs</li> <li>• Litiges fonciers nés de problèmes de délimitation des parcelles puisque sans borne pour la plupart</li> <li>• Litige foncier causé par les droits d'héritage entre des héritiers nés de la polygamie après la mort de père de la famille (cas CR Milenaka) - Ex : Extension unilatérale de parcelle de terrain entre voisins - Vente de terrain par des héritiers sans que toutes les parties concernées soient impliquées.</li> <li>• Corruption des aînés selon certains habitants car ils sont souvent les témoins des délimitations des parcelles en l'absence de borne légale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Scission sociale</li> <li>• Méfiance entre habitants</li> <li>• Violence physique</li> <li>• Perte de confiance envers les aînés</li> </ul> <p>Des initiatives d'opération de titrage de terrain ont commencé mais suspendues selon un habitant de Milenaka</p>

TYPE DE CONFLITS	CAUSES	IMPACTS SUR LA SÉCURITÉ ET SUR LA COHÉSION SOCIALE
<p><b>Accès aux ressources économiques/sociaux :</b> services de base (eau) – opportunités avec les projets de développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mauvaise gouvernance de ressources limitées. Ex : Conflit sur utilisation du canal Lovasoandraza - Les dirigeants vendent les tours d'utilisation d'eau aux gens qui ont de l'argent, ainsi les pauvres attendent que ces riches soient servis pour avoir leur tour. Des fois, le débit du canal diminue et certains n'ont plus d'eau quand leur tour arrive.</li> <li>• la corruption</li> <li>• Domination ou influence des riches sur les pauvres</li> <li>• Insuffisance de transparence dans l'accès aux opportunités de projets de développement. Les gens disent que ce sont toujours les mêmes qui ont accès aux opportunités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méfiance – scission sociale – tension latente entre les gens du nord et les gens du sud de Milenaka (cas de l'utilisation de l'eau)</li> <li>• Scissions au niveau communautaire entre les classes sociales mais aussi entre les familles proches des autorités et celles non privilégiées.</li> <li>• Certaines familles arrivent même à rémunérer des malfaiteurs (<i>dabalo</i>) pour attaquer leurs adversaires</li> <li>• Diminution de la récolte à cause de manque de l'eau pour l'irrigation</li> <li>• Malgré un débat participatif organisé par SFCEG et la communauté sur l'amélioration de la gestion de l'eau en octobre 2014, la situation n'a pas évolué. Les mesures prises ne sont toujours pas suivies. Le conflit latent persiste pour l'instant entre les habitants de Milenaka nord et sud</li> </ul>
<p><b>Conflit de voisinage et communautaire :</b> conflit de leadership entre jeunes et aînés – conflit intercommunautaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conflit inter communautaire sous forme de discrimination ethnique entre les pêcheurs immigrés du village d'Ampasinabo et les autochtones du Fokontany d'Anantsony (CR St Augustin)</li> <li>• Jalousie. Ex : les nouveaux venus sont souvent plus riches que la population installée. Cas des Betsileos dans la commune de Milenaka.</li> <li>• Conflit de leadership entre les aînés et les jeunes dans la gestion de la communauté. Les jeunes reprochent aux aînés d'être corrompus ou de ne pas leur laisser des opportunités pour agir.</li> <li>• Certains fokontany n'ont pas d'aînés et de notables car ce sont des fokontany de migrants et ces derniers ont plus de mal à résoudre leurs conflits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Scission sociale</li> <li>• Méfiance</li> <li>• Violence physique</li> <li>• Sorcellerie (mosavy) entre habitants (jalousie)</li> <li>• Perte de confiance</li> <li>• Esprit de vengeance : rémunération de Dahalo pour attaquer les adversaires.</li> </ul> <p><b>Evolution récente</b></p> <p>Des associations de jeunes se sont mises en place favorisé par l'existence de projets</p> <p>Des hameaux de fokontany sont en conflit (pas d'adhésion avec les décisions communes) (ex : St Augustin - Ampasinabo/ Fokontany Anatsono)</p>

### 3.3 Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence

Les focus group et les entretiens individuels nous ont permis grâce à l'utilisation de la matrice d'influence de ressortir le tableau ci-dessous relatant les différents acteurs impliqués dans les conflits et leur niveau d'influence dans ces conflits.

Cette catégorisation d'acteurs est obtenue à partir de l'outil d' « analyse des acteurs » utilisé durant les sessions FGD[1]. Les « **vulnérables** » sont les personnes qui sont victimes de la situation conflictuelle. Les « **spectateurs** » sont des acteurs qui ne prennent aucune responsabilité pour aider la communauté dans la gestion des conflits. Les « **acteurs qui peuvent faire la différence** » sont des personnes (physique ou morale) importantes et influentes dans le processus décisionnel et peuvent jouer un grand rôle dans la résolution de conflits. Les « **personnes à suivre** » sont ceux ou celles ont des rôles et attributions importants dans la gestion des conflits, mais n'accomplissent pas leurs rôles efficacement (soit faute de moyens ou/et soit manque de volonté dans l'accomplissement de leur travail). Cette catégorisation est tirée de la matrice d'influence (Cf. Annexe) utilisée lors des focus group de discussion et ce sont les personnes présentes durant ces focus qui ont sortis ces différents acteurs.

**TABLEAU 3:** Analyse des acteurs et leurs niveaux d'influence

Le schéma de l'influence et importance pour la sécurité communautaire

ACTEURS	NIVEAUX D'INFLUENCE	OBSERVATIONS
<b>CONFLIT FONCIER</b>		
La population – les pauvres	Vulnérables	Les gens ne sont pas habitués à partager officiellement les terres. Il y a des barrières économiques mais également de connaissance.  Les pauvres sont les plus souvent victimes dans les conflits fonciers.
Les notables, les autorités locales, les forces de l'ordre,	Personne à suivre	A défaut de droits officiels, ce sont souvent les aînés qui sont consultés pour faire les recoupements et les témoins des litiges bien qu'ils ne font pas parties du litige  Les forces de l'ordre sont également extérieures aux conflits mais peuvent agir sur demande ou non.
Les propriétaires terriens (descendants des colons) – les propriétaires terriens – les autorités locales – les notables - les personnels des services topos et domaines et communes	Personne qui peut faire la différence	Comme les ancêtres des colons sont souvent les grands propriétaires terriens. Ils jouent un rôle majeur dans la résolution de conflit.
Force de l'ordre, famille, les médias, les OSCs	Spectateur	Ces derniers ont le potentiel de jouer plus de rôle mais ils sont souvent que spectateurs des conflits
<b>ABUS DE POUVOIR</b>		
La population en particulier les pauvres	Vulnérables	La population est souvent manipulable par les promesses électorales qui ne se réalisent pas et par l'argent
Les notables, les opérateurs économiques, les riches et les autorités locales (politiciens)	Personne à suivre	Comme souvent ces acteurs sont détenteurs de pouvoir. Ils sont à suivre de prêt

ACTEURS	NIVEAUX D'INFLUENCE	OBSERVATIONS
Les autorités locales (tribunal compris) et les forces de l'ordre	Personne qui peut faire la différence	Ces acteurs peuvent faire la différence car ils peuvent appliquer les textes de lois et protéger les plus faibles
Les OSC et les médias	Spectateur	Ils sont des acteurs potentiels de résolution de conflit mais reste pour l'instant observateur
CONFLIT DOMESTIQUES, DE VOISINAGE ET COMMUNAUTAIRE		
La population en particulier les pauvres	Vulnérables	La population reste des victimes de la situation la plupart de temps
Les riches, les Jamàs, les notables – les voisins	Personne à suivre	Ce sont les personnes qui peuvent influencer la situation.
Les notables et les autorités locales – les jeunes	Personne qui peut faire la différence	Les notables et les autorités locales restent clés dans la résolution des situations. Les jeunes commencent à jouer un rôle dans la résolution des conflits bien que ce ne soient qu'un début encore (ils commencent à prendre des responsabilités)
Les OSC et les médias	Spectateur	Ils sont des acteurs potentiels de résolution de conflit mais reste pour l'instant observateur
CRIME ET VOL (Y COMPRIS VOL DE ZÉBUS)		
La population en particulier les pauvres	Vulnérables	La population est la première victime des crimes et des vols. S'ils sont pauvres, les recours sont d'autant plus difficiles car les recours sont payants (enquêtes etc.)
Les jeunes anciens militaires	Personne à suivre	Les jeunes anciens militaires sont à suivre de près car ils peuvent faire changer le cours de la situation selon qu'ils sont occupés par le travail productif ou non
Les autorités locales - Les forces de l'ordre – Les jamas	Personne qui peut faire la différence	Ces acteurs peuvent faire la différence dans le cas des crimes et des vols car ils prennent des décisions directes sur la situation
Les OSC	Spectateur	Ils sont des acteurs potentiels de résolution de conflit mais reste pour l'instant observateur
ACCÈS AUX RESSOURCES		
La population en particulier les pauvres	Vulnérables	Les acteurs sont souvent victimes de la corruption
Les politiciens, les jeunes	Personne à suivre	Les politiciens donnent parfois des dons
Les notables et les autorités locales – les promoteurs de projets	Personne qui peut faire la différence	Ces acteurs ont le pouvoir de mettre des balises pour changer le cours de ce conflit
Les OSC	Spectateur	Ils sont des acteurs potentiels de résolution de conflit mais reste pour l'instant observateur



## 4. MÉCANISMES POUR LA PAIX

### 4.1 Capacité en résolution de conflits

Les **organisations de la société civile** ne sont pas encore des acteurs confirmés de la résolution de conflit dans la Région. Les missions et raisons d'être des OSC ne sont pas trop connues encore par les communautés. Ils doivent mieux se faire connaître et faire entendre leur voix.

Auparavant, il existait le PCLS ou Président du Comité Local de Sécurité qui collaborait avec les autorités locales pour assurer la sécurité au niveau communautaire et faire aussi la résolution des conflits, mais on l'a supprimé.

Normalement, il existe **des comités de résolution de conflit au niveau fokontany** – la police passe souvent par ces derniers pour information avant d'arrêter le malfaiteur ; ce n'est pas toujours le cas car selon les répondants, cela fait longtemps que ce n'est plus très fonctionnel dans Tuléar I. Dans Tuléar II par contre, ils existent encore.

Il existe des **structures traditionnelles et administratives de résolution de conflit**. L'une des parties en conflit rapporte les problèmes auprès des notables et ces derniers convoquent l'autre partie ; la réconciliation se fait ensuite sur la base d'un compromis, négociation et accord (kabarim'olobe). Sinon, le conflit est référé pour résolution au niveau fokontany en cas d'échec (kabarim-pokotany). Si le résultat est satisfaisant, l'affaire sera réglée (droit de 20.000ar par chaque partie, devant des témoins et notables des deux parties). Les étapes sont les suivantes : dialogue et écoute, proposition de réconciliation, délibération et engagement de ne plus rouvrir le conflit. S'il n'est pas encore résolu, les kabarim-pokotany leur autorisent de monter au niveau judiciaire (police ou gendarme ou directement au tribunal).

Souvent, les gens font le « Kabary » (dialogue) ou « Fitsara pilongoha » (Tribunal de famille) pour dédommager et régler même des cas de mort d'homme en « kabary ». La population pense que si la personne passe par la gendarmerie et la police, il n'y a plus de considération de « fihavanana » de famille. Les autorités (Tribunal et forces de l'ordre) doivent poursuivre le processus judiciaire jusqu'à son terme. Cela est source de tension et peut créer des nouveaux conflits et des sentiments de vengeance entre les familles.

D'une manière générale, les processus de résolution de conflit dans la communauté sont comme suit :

Ces mécanismes communautaires échouent parfois. Les gens acceptent de le faire car c'est plus proche de leur pratique et de leur vie, mais ils se sentent parfois lésés surtout quand les autorités ou les notables ne sont plus crédibles. Mais ils disent que c'est toujours moins compliqué et moins cher que faire les « choses vazaha » ou le tribunal/force de l'ordre.

D'un côté, les gens ont peur de payer les cautions dictées par les dina (règle locale) et les rancunes peuvent arriver même à travers les autres membres des deux familles en conflit. De l'autre côté, si la commune est convoquée dans un Kabary pour appuyer la résolution, le conflit est souvent résolu officiellement, car les gens ont peur que s'ils n'acceptent pas, la commune ne prendra pas en considération tout acte administratif que la personne en question va faire (comme l'état civil et autre). Ils ont peur d'être délaissés par la communauté.

Les interventions des notables et d'autres personnes neutres sont efficaces dès lors que des interventions extérieures n'influencent pas sur l'une des parties en conflits, tels le cas des familles qui ont des personnes influentes comme proches : des gendarmes, des autorités à Toliara qui interviennent dans les résolutions des conflits.

Le « Komity » doit rester impartial, sinon le jugement ne sera pas accepté même si c'est encore la meilleure solution que les gens trouvent car moins cher et avec leur règlement (qu'ils connaissent).



L'efficacité de ce système repose sur deux faits :

- le fait que les gens dans ce fokontany sont tous des Antandroy issus d'une même lignée familiale et que les gens suivent les décisions prises par peur d'exclusion sociale
- Interventions libres des notables qui regardent le bien et l'unité de la communauté

**Médiateurs:** Au niveau familial, le doyen des ray amandreny / OLOBE TOTENY prend la parole et les autres ray amandreny font le rôle de médiateur ; Au cas où le problème arrive au Chef de Fokontany, c'est lui qui dirige le KABARY.

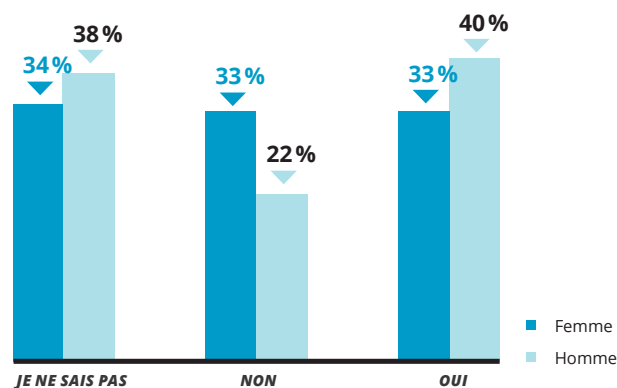
Enfin il existe un dernier mécanisme de résolution. Pour récupérer leurs biens, certains rachètent leurs propres biens qui ont été volés. Cela s'appelle du « **letaka amin'ny tompony** » ou du rachat par son propriétaire. Les autorités judiciaires voient mal cette pratique mais les gens tiennent tellement à leurs biens qu'ils préfèrent le faire.

### 4.2 Perception des différents acteurs sur la résolution des conflits

ACTEURS	NIVEAU DE SATISFACTION DE LA POPULATION	PERCEPTION												
L'intervention des forces de l'ordre	<table border="1"> <caption>Niveau de satisfaction de la population</caption> <thead> <tr> <th>Niveau de satisfaction</th> <th>Femme (%)</th> <th>Homme (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JE NE SAIS PAS</td> <td>26%</td> <td>14%</td> </tr> <tr> <td>NON</td> <td>60%</td> <td>60%</td> </tr> <tr> <td>OUI</td> <td>14%</td> <td>26%</td> </tr> </tbody> </table>	Niveau de satisfaction	Femme (%)	Homme (%)	JE NE SAIS PAS	26%	14%	NON	60%	60%	OUI	14%	26%	<p>Sur Atsimo Andrefana, la satisfaction sur les actions des forces de l'ordre est de 21% avec: 26% homme et 14% femme.</p> <p><b>Les gens n'aiment pas les forces de l'ordre ; Pour la majorité, c'est les choses « vazaha » (étrangères). « Elles travaillent pour les riches et l'argent » (habitant de St Augustin)</b></p> <p>Il y a des forces de l'ordre impliquées parfois dans des affaires douteuses, avoue à demi-mot un chef des forces de l'ordre. Mais si cela existe c'est 1/100 et non la majorité, selon lui. Dès fois, ceux-là peuvent être des personnes habillées comme des policiers. Parfois c'est à cause de la non-connaissance de la loi par la population qu'une personne accusée est déférée au parquet après les enquêtes, elle peut avoir une liberté provisoire ou être relaxée. De plus quand la population appelle, la police met du temps à arriver, et ils pensent que la police est complice « <i>alors que nous n'avons pas de carburant</i> », explique ce chef des forces de l'ordre.</p> <p>Le fait que la police et les gendarmes sont tous les deux présents dans la même ville crée des tensions. Les forces de l'ordre disent que ce sont les politiciens</p>
Niveau de satisfaction	Femme (%)	Homme (%)												
JE NE SAIS PAS	26%	14%												
NON	60%	60%												
OUI	14%	26%												

		<p>ou certaines autorités qui véhiculent la rivalité entre les deux corps de sécurité et non eux. Mais il y a une compétition en effet pour être le meilleur – le plus efficace. Un des chefs de corps explique : « <i>C'est vrai que c'est difficile parfois d'avoir la même zone d'intervention car nous sommes indépendants.</i> »</p> <p>L'intervention des forces de l'ordre est importante mais n'a pas d'influence sur la population et elle est parfois refusée par les gens car les populations ne font pas confiance aux forces de l'ordre. Les gens ont peur d'eux et ne comprennent pas leurs interventions. Ce qu'ils voient c'est la force/brutalité – les procédures – les lois qu'ils ne comprennent pas parfois.</p> <p>La fonction d'éducation et de prévention des forces de l'ordre est faiblement perçue par la population, et l'aide apportée n'est pas ressentie par la population dans la vie quotidienne.</p> <p>Normalement, les rôles des forces de l'ordre dans le renforcement de sécurité sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Défendre les populations et leurs biens</li> <li>• Assurer la sécurité de la communauté</li> <li>• Faire respecter les lois et les droits humains</li> </ul>												
<p>L'intervention des autorités locales</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Femme</th> <th>Homme</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JE NE SAIS PAS</td> <td>12%</td> <td>0%</td> </tr> <tr> <td>NON</td> <td>24%</td> <td>28%</td> </tr> <tr> <td>OUI</td> <td>64%</td> <td>72%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Femme	Homme	JE NE SAIS PAS	12%	0%	NON	24%	28%	OUI	64%	72%	<p>Les autorités locales sont considérées comme des aînés et sont respectées. 68% de la population enquêtée sont satisfaits de leur intervention (64% H et 72% F). Toutefois, la population dénonce des impartialités dans leurs jugements et craignent qu'il y a corruption ou incompétence. Les notables ne forment pas de relève alors qu'avec la dureté de la vie, les gens sont très influençables.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ils restent cependant une solution pérenne pour la résolution de conflit selon la communauté</li> </ul>
Réponse	Femme	Homme												
JE NE SAIS PAS	12%	0%												
NON	24%	28%												
OUI	64%	72%												

## L'intervention de la société civile



La perception de la population sur l'intervention de la société civile dans la communauté est assez mixte : La notion de la société civile, ses missions, ses rôles et son importance sont encore sombres aux yeux de la population. Bien qu'à Tuléar, elle est plus connue, ses actions restent très peu senties par la population.

La satisfaction sur leur intervention reste donc très moyenne avec 37% de la population enquêtée dont 33% pour les femmes et 40% pour les hommes qui disent être satisfaits.

- *Perceptions de la population sur l'intervention des médias dans la communauté*

La perception de la population sur l'intervention des médias dans la communauté : Les médias sont importants et influents mais il y a peu de journalistes qui passent dans nos communes pour recueillir les informations locales. Seule la radio MAZAVA existe dans la commune d'Ankililoaka et les communes voisines bénéficient des émissions de la radio MAZAVA à partir de 12 h jusqu'à 13h de la journée et de 18h jusqu'à 21h dans la soirée. La communauté n'a pas le choix car c'est la seule radio qui émet dans cette zone.

A Tuléar et à St Augustin, le choix média est plus nombreux mais la population aimerait tout de même avoir le même niveau d'information qu'Antananarivo : en intégralité et non des extraits. Pour St Augustin, le problème de l'électricité limite l'écoute de la radio en général.

- *Perceptions de la population sur la participation citoyenne*

Les gens ne connaissent pas la notion de citoyenneté et ils connaissent mal leurs droits en tant que citoyen malagasy et citoyen du monde. Les connaissances se limitent au droit de voter et d'avoir un CIN.

- *Perception de la population sur l'intervention des politiciens*

« Les politiciens sont visibles seulement pendant les propagandes et après nous les voyons plus » (habitant de St Augustin). La plupart des politiciens font des promesses mais cela se réalise rarement.

- *Perception de la population sur l'intervention des religieux*

D'après les gens les religieux tentent toujours de résoudre les conflits de leurs fidèles. Ils sont importants et influents. Ils s'occupent surtout des affaires conjugales de leurs membres et leurs conflits.

### 4.3 Espaces de dialogue

Des espaces de dialogue existent au sein de la communauté. Seulement, les rencontres ne se font pas de manière régulière mais plutôt ponctuelle :

- Réunions de fokonolona
- Réunions de fokontany
- Conseil communal

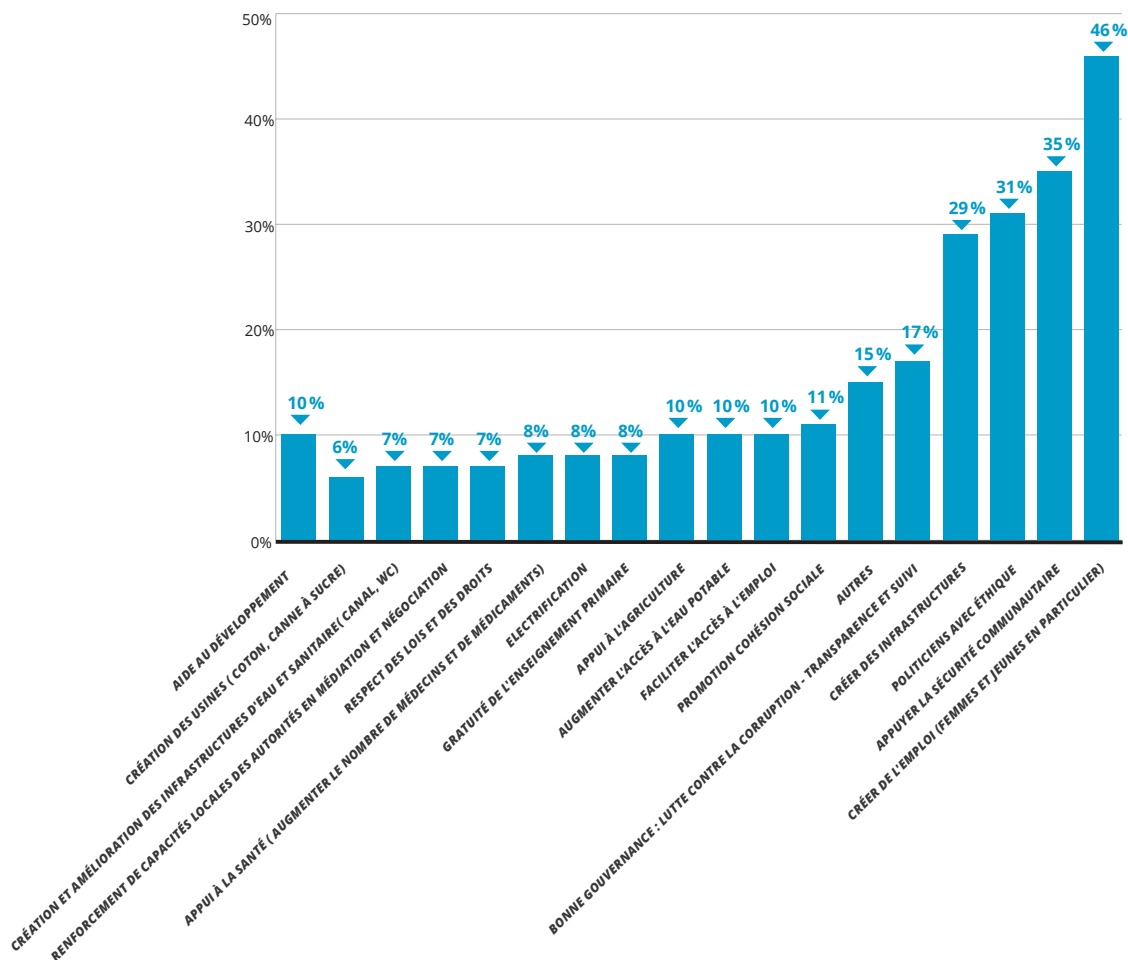
Dans la majorité des fokontany, c'est encore la meilleure manière de faire participer les villageois et les habitants de quartiers. Des pratiques néfastes font cependant surface nuisant fortement à l'intégrité et à la notoriété des réunions et rencontres communautaires : corruption, non-respect des décisions prises etc.

**Evènements connecteurs:** Le marché, les funérailles, les « savatse » ou circoncision, différent festival.

### 4.4 Piste d'interventions pour la sécurité communautaire et pour la consolidation de la paix

Les personnes enquêtées ont pu émettre quelques pistes de recommandations pour la sécurité communautaire et pour la consolidation de la paix. Il s'agit notamment de la création d'infrastructure (route, école aux normes, borne fontaine, hôpital, marché) et de l'emploi pour les jeunes et les femmes. Ils ont également souligné l'importance des rôles des décideurs et des politiciens avec éthique : soucieux du bien-être du peuple et redevable. Ils ont également souligné l'importance d'appuyer les efforts déjà menés au niveau communautaire pour aider à la prise en charge de la sécurité (Jamà ou Jado) - prise de responsabilité des chefs quartiers - mise en place de poste avancé et la nécessité de patrouille nocturne etc. Voici un aperçu succinct des recommandations de la population enquêtée pour renforcer la sécurité communautaire et la cohésion sociale.

**GRAPHE 3:** Principales recommandations de la communauté pour instaurer la cohésion sociale et la sécurité communautaire



## 5. MÉCANISMES D'ALERTE PRÉCOCE

### 5.1 Mécanismes existants

- **Les forces de l'ordre** : Police ou Gendarme
  - les forces de l'ordre font des patrouilles mais ont des ressources limitées. Ils ne passent pas dans les zones rouges ou à risque selon la population mais dans les rues principales à Tuléar I. A Tuléar II, les forces de l'ordre ne travaillent pas la nuit. Quand nous les sollicitons, elles répondent « zay tsy voalavo ka hiasa alina » (nous ne sommes pas des souris pour travailler la nuit) rapporte un habitant de Milenaka .
  - Encadrement et collaboration avec les Jado<sup>17</sup>: le voleur capturé par le Jado est transféré aux forces de l'ordre pour la poursuite judiciaire. La police fait une réunion d'encadrement et d'information pour les Jados tous les trois mois.
- **Les Jados (andrimasopokonolona)** sont des jeunes volontaires qui montent la garde à tour de rôle. Ils sont issus des ménages dans le quartier. Cela a des résultats positifs dans certains quartiers. Ils collaborent avec la police et remontent les informations. Ce n'est pas tous les quartiers qui ont des Jados car il faut prendre en charge leurs dépenses. Dans d'autres quartiers, les Jados ont disparu parce qu'ils se transforment en voleurs. Certains membres du Jado ont posé des questions sur la légitimité de leur action et leur prise en charge par l'Etat en cas de blessure pendant la garde.
- **Le phénomène Jama<sup>18</sup>**:
  - *Origine /histoire*

Avant c'était des gens qui venaient du Sud-est et là-bas, ils ont eu un cadre légal pour intervenir. Maintenant, ils ont immigré à Atsimo-Andrefana. Les populations interrogées racontent qu'avant l'arrivée des Jamas, la communauté vivait dans une peur continue et d'insécurité, surtout que les vols des bœufs avec des armes lourdes étaient fréquents. Les forces de l'ordre sont restées inefficaces et ont eu peur de leur faire face.

Le chef de Jama, originaire de Tsiroanomandidy<sup>19</sup>, est venu dans la région d'Ankililoaka pour réclamer la paix en incitant les jeunes des localités à s'adhérer pour être formé sur les stratégies de Jama. Le siège local provisoire du Jama est Ankiliabo CR Ankililoaka et la réunion se fait à Mangily. Ils sont inscrits et formés par un genre de Gourou (leur chef). Selon l'approche, les gens/éleveurs qui veulent être protégés par le Jama doivent consulter leur chef pour le contrat et ce dernier désigne et organise l'affectation de ses équipes au gardiennage. Avant d'adhérer au groupe Jama, le jeune intéressé doit retirer une lettre de reconnaissance signée par le chef de fokontany certifiant qu'il n'a pas été condamné et n'est pas perçu ou recensé comme malfaiteur.

- *Mode de fonctionnement*

Ils ont des règles de vie très stricte à suivre comme le respect des engagements conclus dans le contrat, le respect de tabous, ne pas manger les repas cuits par les autres, ne pas faire face aux morts, voler ou cambrioler, ..., leur chef les autorise aussi de tuer le voleur qu'ils attrapent au moment de l'attaque. Chaque semaine, ils partent chez leur chef pour renforcer leur puissance. Le Jama peut faire la prière. Le paiement de leur salaire s'effectue annuellement et est remis au chef. Le total de la somme est divisé en deux entre le chef et les Jamas gardiens.

Quand ils capturent un voleur, un arrangement se fait entre les deux (jama et voleur) ; puis entre le propriétaire des bœufs et le voleur. L'arrangement est finalisé auprès du chef fokontany et d'un notable. Leurs relations avec les chefs de fokontany et notables se limitent sur l'introduction dans le village et le visa départ et arrivée pour la mission organisée par leur chef.

17 Jeune volontaire pour garder les quartiers

18 Jeunes AntiMalaso

19 Nom d'une localité de la région de Bongolava

Avec les gendarmes, leur collaboration consiste en le transfert des malfaiteurs si l'arrangement n'a pas abouti (mais jusqu'à aujourd'hui aucun voleur ne touche les zones surveillées par le Jama, c'est trop cher payé pour le voleur s'il se fait attraper). Un exemple de collaboration avec les gendarmes : ils ont donné du renfort à propos de la recherche du voleur RAFESY à Maromiandra le jeudi 11 juin 2015 dernier.

Il existe actuellement deux concepts de garde pour les Jama. En sécurité privée où le propriétaire des zébus les engage pour garder ses biens, et en sécurité communautaire (cas des Jama d'Ankililaoka et de Milenaka) où c'est toute la communauté qui prend en charge les charges de ces derniers (cas de la commune de St Augustin). A Milenaka, nous avons rencontré un groupe payé par des éleveurs. La population se plaint de l'excès de zèle de certains Jamas qui se permettent de contrôler les identités des passants. Des personnes les utilisent pour des répressions comme dans le cas des prêts non payés.

- *Causes de l'adhésion des jeunes au mouvement*

Les causes de l'adhésion des jeunes aux membres de Jama :

- Principale cause : Ils veulent travailler pour avoir de l'argent
- Ils ont abandonnés l'école (en classe de 6ème)
- Ils veulent participer à la sécurisation du village
- Un métier à la mode et une tendance pour oublier l'action des Malaso (Jama ≠ Malaso)

- *Problèmes rencontrés par les Jama*

Ils ont vécu des problèmes dans leur intervention tels que le non-respect de deadline de paiement de leur salaire et de la nourriture. Jusqu'ici quatre Jamà sont morts selon un responsable des forces de l'ordre depuis l'année dernière. Selon la population, le seul moyen de les tuer c'est de les tabasser et de torsionner leur sexe, les balles et les coups de couteau ne les tuent pas. Ils utilisent la sorcellerie. Il est dit qu'ils meurent également en cas de non-respect de leur fady<sup>20</sup>.

- *Proposition pour améliorer leurs interventions (tel que déjà inclu)*

La proposition des jamas pour améliorer leurs interventions :

- Octroi d'un badge pour chaque Jama, reconnaissance et tenue de travail par l'Etat
- Mise à disposition d'un téléphone par Jama pour informer en cas d'alerte
- Réorganisation communautaire pour le prochain contrat : listing de villageois qui veulent être sécurisés par les Jamas avec engagement sur les couts induits.

- *Statut/ reconnaissance dans la société*

L'Etat ne reconnaît pas ce mouvement. Certains chrétiens n'acceptent pas le recrutement de Jama car contraire à leur conviction. La population est divisée sur la position envers ces personnes qui ne veulent pas participer aux charges pour le Jama.

Le risque actuel est que si la communauté ne peut plus assurer la garde par les Jama, l'insécurité va revenir. De plus, dans les cas de Jama, sécurité privée, ces derniers n'aident pas du tout si la personne ne participe pas à leurs charges.

La majorité de la population reconnaît que les Jamas sont efficaces mais elle réclame de l'aide dans la prise en charge des charges y afférentes car la situation des ménages est précaire. « Actuellement, les forces de l'ordre essaient de déstabiliser l'intégrité des Jama dont certains font aussi des actes contraires aux objectifs des Jama » (habitant de Milenaka).

- *Risques liés aux Jama*

Face à ces situations, si les Jama disparaissent, la recrudescence de l'insécurité va reprendre et s'amplifier encore. Les règlements de compte vont réapparaître. On redoute même des pertes en vie humaines, sauf si les autorités et les forces de l'ordre assurent leur rôle de protecteur et gardent leur impartialité. Les communautés disent avoir besoin de ce système d'auto-défense tant que les forces de l'ordre et les autorités de jouent pas leur rôle et ne peuvent pas garantir la sécurité des personnes et des biens. La cherté de l'acquisition du Jama sur la prévention de l'attaque des Malaso, la corruption sentie au niveau des forces de l'ordre et du tribunal sur le litige foncier rend la population pauvre très vulnérable. Les Jamas aussi ont une influence positive dans la sécurité villageoise et à ce jour, ils ont la confiance de la population même si certains dénoncent des excès de zèle de certains Jamas avec le contrôle des identités.

## 5.2 Connaissance des mécanismes d'alerte précoce par la population

A Tuléar I, le commandant de la compagnie a en sa possession le téléphone du CLAP<sup>21</sup> et des personnes l'appellent parfois pour le renseigner, mais le système semble ne pas très bien fonctionner encore. Les informations sont reçues mais les réponses sont encore difficiles par insuffisance de moyens. De même, à St Augustin, nous avons rencontré des membres du CLAP et le système est connu mais les gens attendent d'avoir des personnes qui les mobilisent pour agir.

Les mécanismes traditionnels d'alerte précoce en vigueur :

- Sifflet quand il y a une attaque dans un foyer
- Cri ou hazolava pour les autres attaques en dehors du foyer
- Cloche au milieu du village ou voix haute (le fameux koi-dava par les responsables locaux - sur le plus grand arbre ou Kily) dans les campagnes
- Appel téléphonique de chef fokontany en cas de besoin
- Appel numéro vert (gendarmerie, police, ambulance) mais ils ne connaissent pas les numéros verts d'urgence

## 5.3 Perceptions de l'utilité et de l'accessibilité des mécanismes d'alerte précoce

Les communautés apprécient beaucoup et ont confiance à ces mécanismes Mais ces mécanismes ne sont pas accessibles à tout le monde car il y a toujours une question d'argent en cas d besoin.

Aussi, ils le jugent utiles mais disent que ce pourrait être mieux si la réponse est immédiate. Les forces de l'ordre sont par exemple considérées comme complices parfois, car c'est toujours après coup qu'elles arrivent. Ils doivent négocier parfois du carburant créant des relations gênantes avec des opérateurs économiques.

# 6. RECOMMANDATIONS

## 6.1 Pour la communauté

- Améliorer la qualité de dialogue et de communication entre les autorités locales et les administrés dans la gestion des conflits. Ex : créer des opportunités de dialogues (émission radio – débat public etc.)
- Renforcer la redevabilité au niveau des autorités et l'éducation civique au niveau de la population
- Faire participer plus les jeunes dans la vie de la communauté sur la résolution de conflit
- Préparer la relève des aînés et discuter avec les jeunes des valeurs communautaires

21 Comité local d'alerte précoce ou CLAP



- Voir la possibilité de mettre en place des règles « justes » pour la composition des membres durant un « Kabary<sup>22</sup> » ou « Fitsarapilongoa »
- Voir ensemble comment améliorer la collaboration avec les forces de l'ordre et les systèmes locaux existants
- Voir ensemble comment assurer un système pérenne de sécurité communautaire et d'alerte précoce

## 6.2 Pour SFCG et le projet PAPRECOP

- Renforcer les capacités des dirigeants et notables dans la gestion des conflits et dans la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité
- Renforcer l'éducation civique au niveau de la population
- Créer des opportunités de discussion entre la population et les différents services déconcentrés et décentralisés notamment les services fonciers, autorité communale et force de l'ordre etc. pour l'identification conjointe de solutions.
- Engager les responsabilités des notables et des autorités locales dans le dialogue communautaire sur les questions de sécurité et de paix pour augmenter la crédibilité et la confiance communautaire
- Informer le maximum possible sur les lois, les procédures et les mesures en place pour rassurer la population ainsi que les opportunités existantes avec des communications à la portée générale de la population
- Mettre en place une structure de prévention et de gestion des conflits locaux ou structures locales
- Rendre plus visible pour la communauté l'engagement des forces de l'ordre dans la prévention des conflits et l'éducation citoyenne à travers de meilleures communications et des opportunités de dialogues entre les membres de la communauté et les forces de l'ordre
- Former et accompagner les notables et les autorités locales pour mettre en place un plan local de paix et de sécurité communautaire réaliste avec toutes les parties prenantes ;
- Accompagner la mise en place de relations de collaboration entre les forces de l'ordre et les autres intervenants dans la sécurité et la communauté, de jour comme de nuit ;
- Renforcer les capacités des forces de l'ordre sur prévention et résolution de conflit et maintien de sécurité communautaire

## 6.3 Pour les PTF et pour les autres intervenants (ONG, OSC, etc.)

- Promouvoir la complémentarité et l'harmonisation des aides pour ne pas créer des doublons ou provoquer des dépendances
- Assurer une information transparente et accessible sur tous les projets mis en œuvre dans les communes pour minimiser la corruption ou le favoritisme :
  - Réunion communautaire de démarrage de projet
  - Information sur l'évolution et sur les résultats du projet
  - Information sur les critères de participation dans le projet
- Voir la possibilité d'améliorer l'emploi et la formation en général dans la Région pour les jeunes et les femmes. Des plaidoyers doivent être menés par la société civile auprès des autorités locales/nationales et des partenaires techniques et financiers pour les formations professionnelles

- Valoriser les structures communautaires (comité des sages – Jado etc) dans la mise en œuvre des projets de développement

## 6.4 Pour l'Etat malagasy

- Promouvoir au niveau central la promotion d'élite gouverneur et politique « modèle » : dans la gestion, la redevabilité et le fihavanana 1etc.
- Renforcer la collaboration des forces de l'ordre et du système judiciaire pour axer plus sur la prévention des conflits et des crimes (sensibilisation)
- Créer des emplois pour les jeunes et les femmes
- Encourager l'entreprenariat local pour les étudiants sortant
- Electrification rurale
- Voir le moyen de cadrer les initiatives de sécurité communautaire (ex. Jama et autres structures d'auto-défense) pour ne pas avoir de dérives
- Renforcer le déploiement géographique équitable des forces de l'ordre surtout dans les communautés éloignées.
- Mettre en place un poste avancé de gendarmerie dans les fokontany sensibles ou au moins dans chaque commune.

## 7. BIBLIOGRAPHIE

Monographie Région Atsimo Andrefana, CREAM (Centre De Recherches, D'études Et D'appui A L'analyse Economique À Madagascar) février 2013

Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA) Madagascar –Centre on conflict, development and peacebuilding – 2010

Guidance note for the conflict scan methodology – ILT SFCG –march 2015

Rapport National Madagascar – Analyse de la pauvreté des enfants à Madagascar – 2010 UNICEF